

Mor GASSAMA

Email : mor.gassama@ucad.edu.sn

ORCID : [0009-0006-5454-892X](https://orcid.org/0009-0006-5454-892X)

Institut National Supérieur de l'Education Populaire et du Sport (INSEPS)

Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)

Sandiara, un modèle de développement économique local au Sénégal

Résumé : La commune de Sandiara, chef-lieu du département éponyme dans la région de Thiès, est l'un des cas les plus remarquables de développement économique local au Sénégal. En une décennie (2014 à 2024) de gouvernance municipale volontariste sous l'impulsion de son Maire, elle est passée d'une commune rurale ordinaire du bassin arachidier à un territoire expérimental de politiques de développement audacieuses. En mobilisant le développement territorial endogène (Pecqueur, 2000 ; Courlet, 2008), l'économie des villes intermédiaires (Rondinelli, 1983) et la nouvelle gouvernance locale (Ostrom, 1990 ; Putnam, 1993), nous montrons que le modèle repose sur cinq piliers interdépendants — leadership transformationnel, mobilisation des ressources endogènes et de la diaspora, orientation agro-industrielle, partenariat public-privé et gouvernance participative — avant d'en identifier les fragilités et les conditions de consolidation.

Mots-clés : Sandiara – développement économique local – gouvernance municipale – leadership transformationnel – Zone Économique Spéciale.

Sandiara, a model of local economic development in Senegal

Summary: The commune of Sandiara, capital of the eponymous department in the Thiès region, is one of the most remarkable cases of local economic development in Senegal. Over a decade (2014 à 2024) of proactive municipal governance led by its mayor, it moved from an ordinary rural commune in the groundnut basin to an experimental territory for bold development policies. Drawing on endogenous territorial development (Pecqueur, 2000; Courlet, 2008), intermediate city economics (Rondinelli, 1983), and new local governance (Ostrom, 1990; Putnam, 1993), we show that the model rests on five interdependent pillars — transformational leadership, mobilization of endogenous resources and the diaspora, agro-industrial orientation, public-private partnership, and participatory governance — before identifying its fragilities and the conditions for its consolidation.

Keywords: Sandiara – local economic development – municipal governance – transformational leadership – Special Economic Zone.

JEL Classification : O18 – R11 – R58 – H72.

Received for publication: 20260525.

Final revision accepted for publication: 20260630.

1. Introduction

À Sandiara, sur la Route Nationale RN1 à 90 km de Dakar, il se passe quelque chose d'inhabituel dans le paysage municipal sénégalais. Là où la plupart des communes rurales survivent d'une année sur l'autre grâce aux maigres transferts de l'État, la ville bouge. Des unités de transformation agro-alimentaire s'installent. Des périmètres maraîchers se développent. Un hôpital a été construit. Les recettes fiscales propres ont été multipliées par sept en une décennie. Des investisseurs sénégalais et étrangers viennent — et reviennent. Et au cœur de cette transformation, un Maire qui dirige sa commune comme il dirigeait ses entreprises : avec des objectifs, des indicateurs, des comptes rendus publics et une vision à dix ans.

La littérature sur le développement local en Afrique subsaharienne est souvent marquée par une tension entre des modèles théoriques ambitieux et des réalités empiriques décevantes. Les réformes de décentralisation engagées depuis les années 1990 ont certes transféré des compétences et une autonomie formelle aux collectivités territoriales, mais sans que cela se traduise systématiquement par des dynamiques de développement économique local substantielles (Crook & Manor, 1998 ; Diallo, 2018 ; Faye, 2019). Le Sénégal illustre bien cette tension : malgré l'Acte III de la Décentralisation de 2013 et les ambitions affichées dans le Plan Sénégal Émergent (République du Sénégal, 2014), la majorité des communes sénégalaises restent caractérisées par des capacités fiscales très limitées, un tissu économique peu diversifié et une dépendance forte aux transferts de l'État central (Seck, 2019).

Dans ce contexte, Sandiara fait figure d'exception remarquable. La question qui fonde cet article est précisément celle de la validité et de la portée de cette réputation : dans quelle mesure Sandiara constitue-t-elle réellement un modèle de développement économique local, fondé sur des mécanismes analytiquement identifiables, empiriquement documentés et potentiellement répliquables ?

Trois hypothèses structurent notre démarche.

- H1 : le modèle repose sur une combinaison synergique de cinq facteurs — (1) leadership transformationnel, (2) orientation agro-industrielle, (3) mobilisation de la diaspora, (4) partenariats public-privé et (5) gouvernance participative.
- H2 : ce modèle présente des fragilités structurelles liées à la dépendance au leadership individuel et aux contraintes des ressources fiscales locales.
- H3 : les mécanismes analytiques qui fondent le succès de Sandiara sont partiellement transférables à d'autres communes sénégalaises, sous réserve d'adaptations institutionnelles spécifiques.

La suite de cet article est organisée comme suit : la section 2 présente le cadre théorique ; la section 3 établit le diagnostic territorial de Sandiara ; la section 4 analyse les cinq piliers du modèle ; la section 5 examine les filières économiques locales ; la section 6 identifie les fragilités du modèle ; la section 7 propose une mise en perspective comparative ; la section 8 formule des implications pour la consolidation et la réplication du modèle ; et la section 9 présente la discussion et la conclusion.

2. Cadre théorique

2.1. Le développement territorial endogène

Le développement territorial endogène (Pecqueur, 2000 ; Courlet, 2008 ; Benko & Lipietz, 1992) constitue le premier pilier analytique de cet article. Cette approche postule que le développement économique d'un territoire résulte d'un processus de construction collective, par lequel les acteurs locaux mobilisent et combinent des ressources spécifiques — savoir-faire, capital social, ressources naturelles, identité culturelle — pour créer des avantages concurrentiels non reproductibles. Appliquée à Sandiara, cette grille suggère de chercher les fondements du développement local non pas dans une dotation en ressources naturelles exceptionnelle, mais dans la capacité des acteurs locaux à construire des ressources territoriales spécifiques : le tissu d'entreprises agro-industrielles, les réseaux de confiance entre le Maire et les opérateurs économiques, la marque territoriale de Sandiara.

2.2. La gouvernance locale et le capital social

Les travaux d'Ostrom (1990) sur la gouvernance des communs et ceux de Putnam (1993) sur le capital social fournissent un deuxième ancrage théorique. Dans le cas de Sandiara, la densité des réseaux communautaires — associations de quartier, groupements de femmes, organisations de jeunes, réseaux de la diaspora — et la confiance accordée au Maire par les populations représentent des formes de capital social dont la mobilisation a été déterminante.

2.3. Le leadership transformationnel en politique locale

La théorie du leadership transformationnel (Burns, 1978 ; Bass, 1985) apporte un troisième éclairage analytique. Appliquée au contexte municipal africain, cette théorie aide à comprendre comment un leadership politique fort et visionnaire peut constituer un catalyseur de développement territorial. Ce cadre permet d'analyser le rôle du Maire de Sandiara comme un entrepreneur institutionnel au sens de DiMaggio (1988) : un acteur capable de créer de nouvelles règles du jeu institutionnel, de mobiliser des coalitions d'acteurs et de transformer les contraintes structurelles en opportunités de développement, dans une logique proche de l'autonomie encastrée décrite par Evans (1995), où l'efficacité de l'action publique locale dépend à la fois de la cohésion interne de l'administration municipale et de son insertion dans les réseaux d'acteurs économiques.

2.4. Hypothèses de recherche

H1 : Le modèle de développement de Sandiara repose sur une combinaison synergique de cinq facteurs — leadership transformationnel, orientation agro-industrielle, mobilisation de la diaspora, partenariats public-privé et gouvernance participative. C'est l'interaction de ces cinq facteurs, et non l'un d'entre eux pris isolément, qui explique les performances observées.

H2 : Ce modèle présente des fragilités structurelles — dépendance au leadership individuel, insuffisance des ressources fiscales propres, risques d'essoufflement

politique — qui appellent une institutionnalisation des acquis pour assurer la durabilité des dynamiques engagées.

H3 : Les mécanismes analytiques du modèle Sandiara sont partiellement transférables à d'autres communes sénégalaises disposant d'un profil agro-économique comparable, sous réserve d'adaptations institutionnelles et d'un investissement dans le renforcement des capacités locales.

3. Diagnostic territorial de Sandiara

3.1. Présentation géographique et administrative

Sandiara est une commune et chef-lieu du département éponyme, créé en 2008 par démembrement du département de Mbour dans la région de Thiès. Elle est située à environ 90 km de Dakar sur la Route Nationale RN1. Sa position géographique est stratégique : à la croisée des régions de Thiès, Fatick et Kaolack, au cœur du bassin arachidier et à proximité de la mer (30 km de Mbour), de l'aéroport international Blaise Diagne (60 km) et du Port de Dakar (90 km). La commune couvre une superficie d'environ 250 km² et compte une population estimée à 70 000 à 80 000 habitants en 2023 (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie [ANSD], 2023).

3.2. Profil socioéconomique : avant et après

Les chiffres disponibles sur l'évolution socioéconomique de Sandiara depuis le début des années 2010 dessinent une trajectoire de transformation dont l'ampleur mérite d'être prise au sérieux. Le Tableau 1 présente les indicateurs clés.

Tableau 1 : Profil socioéconomique de Sandiara — indicateurs clés (2012-2023)

Indicateur	~2012 (base)	Source	~2023 (récent)	Source
Population estimée	~40 000 hab.	ANSD (2023)	~75 000 hab.	ANSD (2023)
Recettes fiscales propres	~80 M FCFA	Gning (2020)	~600 M FCFA	Mairie (2023)
Entreprises formelles enregistrées	~50	Gning (2020)	~400+	Mairie (2023)
Emplois formels créés (estimation)	~500	Estimation de l'auteur	~5 000+	Estimation de l'auteur
Taux d'électrification	~45 %	Mairie (2023)	~85 %	Mairie (2023)
Couverture sanitaire	1 poste de santé	Mairie (2023)	Hôpital niveau 2 + postes	Mairie (2023)

Source : Compilation de l'auteur à partir des sources citées en face de chaque donnée.

La multiplication par sept à huit des recettes fiscales propres en une décennie est l'indicateur le plus éloquent. Elle traduit non seulement une augmentation de l'activité économique, mais aussi une amélioration des capacités d'administration fiscale locale et une volonté des contribuables de payer leurs impôts dans une commune dont ils perçoivent la bonne gouvernance. Ce cercle vertueux entre bonne gouvernance, confiance fiscale et ressources locales accrues est au cœur du modèle.

3.3. Analyse SWOT du territoire

Le diagnostic territorial de Sandiara peut être synthétisé à travers une analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces) présentée dans le Tableau 2.

Tableau 2 : Analyse SWOT de la commune de Sandiara

FORCES (internes) • Position géographique stratégique (RN1, 90 km de Dakar) • Leadership municipal fort et visionnaire • Capital social et tissu associatif dense • Dynamisme de la diaspora locale • Filière agro-industrielle en développement	FAIBLESSES (internes) • Ressources fiscales propres encore limitées • Dépendance au leadership individuel du Maire • Déficits de capital humain qualifié local • Marché local restreint (taille démographique) • Infrastructures routières secondaires insuffisantes
OPPORTUNITÉS (externes) • Zone Économique Spéciale (ZES) de Sandiara • Intégration régionale ZLECAf • Rente pétrolière sénégalaise (financement PSE) • Demande croissante produits agro-alimentaires • Intérêt croissant des IDE africains et asiatiques	MENACES (externes) • Changement climatique et insécurité pluviométrique • Instabilité politique nationale et alternances • Concurrence d'autres pôles économiques régionaux • Risque de capture de la rente locale par les élites • Exode rural des jeunes qualifiés vers Dakar

Source : élaboration de l'auteur à partir des entretiens et de la revue documentaire.

4. Les cinq piliers du modèle de développement de Sandiara

Le modèle de Sandiara ne se comprend pas par un facteur unique. C'est une architecture à cinq piliers, dont la force tient précisément à leur interaction — chaque pilier renforçant les quatre autres.

4.1. Pilier 1 — Le leadership transformationnel du Maire

Le Maire n'est pas un élu local ordinaire. Entrepreneur aguerri avant d'entrer en politique, il a abordé la gouvernance municipale avec les outils du manager privé : objectifs quantitatifs clairs, suivi par indicateurs de performance, orientation résultats. Plusieurs innovations de gouvernance témoignent de cette approche : les forums annuels de reddition de comptes ouverts à la population, l'adoption d'un Plan de Développement Communal (PDC) participatif, et la transparence dans la gestion des finances locales. Burns (1978) et Bass (1985) ont montré que le leadership transformationnel produit des effets multiplicateurs en mobilisant l'engagement intrinsèque des membres — un constat que confirme, pour le cas sénégalais, l'étude de Ndiaye (2021) sur le leadership municipal. À Sandiara, cet effet est perceptible dans le dynamisme des équipes municipales et la volonté des investisseurs de s'associer à un projet municipal crédible.

4.2. Pilier 2 — L'orientation agro-industrielle de la politique économique

Le deuxième pilier est le choix stratégique d'orienter le développement économique local vers l'agro-industrie, en valorisant les ressources agricoles du bassin arachidier. La commune a activement soutenu le développement d'unités de transformation agro-alimentaire : trituration d'arachide, conditionnement de légumes, transformation de céréales locales. La création d'une Zone Économique Spéciale (ZES) à Sandiara — l'une des premières au niveau communal au Sénégal — a fourni le cadre institutionnel et foncier nécessaire. Ce concept de ZES communale est l'une des innovations institutionnelles les plus originales du modèle.

4.3. Pilier 3 — La mobilisation stratégique de la diaspora

La politique municipale a transformé les transferts de fonds des migrants - traditionnellement orientés vers la consommation - en investissements productifs, à travers plusieurs mécanismes : création d'une association de ressortissants fortement impliquée dans la gouvernance locale, organisation de « journées de la diaspora », mise en place d'un guichet d'orientation des investissements vers les filières prioritaires. Cette mobilisation rejoint les conclusions de Ratha & Shaw (2007) sur le potentiel des transferts de fonds comme levier de développement local.

4.4. Pilier 4 — Les partenariats public-privé et l'attraction des investissements

La commune de Sandiara a développé une démarche proactive de prospection des investisseurs — participation à des foires économiques, communication institutionnelle moderne, relations personnelles avec des opérateurs économiques sénégalais et internationaux. Le modèle du partenariat est clairement défini : la commune apporte le foncier, les exonérations fiscales et les services d'appui ; l'entreprise privée apporte les capitaux, le savoir-faire technique et l'accès aux marchés.

4.5. Pilier 5 — La gouvernance participative et le capital social

La commune a institutionnalisé plusieurs espaces de participation citoyenne : conseils de quartier réguliers, consultations publiques sur les projets d'investissement, forums annuels d'évaluation de la politique municipale. Ces espaces participatifs produisent des effets documentés : ils améliorent la qualité de l'information pour la prise de décision, renforcent l'appropriation locale des projets, créent un climat de confiance propice à l'investissement privé, et constituent un contre-pouvoir local qui limite les risques de capture de la rente publique.

5. Analyse des filières économiques locales

5.1. La filière arachide : du négoce à la transformation

La politique de développement municipal a contribué à inverser partiellement la dynamique d'extraction de valeur vers les huileries de Kaolack et Dakar. Plusieurs unités de trituration artisanale et semi-industrielle ont été installées, permettant de produire localement de l'huile d'arachide. Ces initiatives illustrent le potentiel de remontée dans la chaîne de valeur arachidière identifiée par Lamine & Ndong (2020), une dynamique de gouvernance des chaînes de valeur telle que théorisée par Gereffi, Humphrey et Sturgeon (2005).

« Avant, on vendait les graines et l'argent partait à Kaolack. Maintenant, on transforme ici. L'huile, on la vend à Dakar, à Thiès, à Mbour. La valeur reste dans la commune. »

— Responsable d'un groupement féminin de transformation d'arachide, Sandiara (entretien, 2024)

5.2. Le maraîchage et l'horticulture : une filière d'excellence

Des périmètres maraîchers modernes ont été aménagés, avec des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte financés grâce à des partenariats avec des organisations non gouvernementales (ONG) et des partenaires de coopération décentralisée. Ces périmètres, gérés principalement par des groupements féminins, produisent tomates, oignons, poivrons, aubergines et légumes feuilles destinés aux marchés dakarois.

5.3. L'artisanat et les PME de services

La croissance économique de Sandiara a stimulé le développement d'un tissu de petites et moyennes entreprises (PME) de services et d'artisanat : construction, réparation mécanique, commerce de détail, restauration, transport, services informatiques. La commune a soutenu ce secteur à travers la création d'une zone artisanale équipée et la facilitation de l'accès au microcrédit.

5.4. La Zone Économique Spéciale : innovation institutionnelle et résultats

La ZES de Sandiara mérite une analyse spécifique en tant qu'innovation institutionnelle. Son principe est clair : la commune met à disposition des entreprises des terrains viabilisés à coûts subventionnés, des exonérations de taxes locales pendant 5 à 7 ans, et

des services d'accompagnement. En contrepartie, les entreprises s'engagent sur des objectifs en matière d'emploi local et de formation.

6. Fragilités structurelles et limites du modèle

6.1. La dépendance au leadership individuel

La fragilité la plus sérieuse du modèle Sandiara est sa dépendance au leadership individuel du Maire. La dynamique de développement enclenchée repose en large partie sur la vision, l'énergie, le réseau relationnel et la crédibilité personnelle du Maire. Deux risques sont identifiables : un risque de discontinuité, si un successeur disposant d'une vision différente ne maintenait pas le rythme de la politique de développement ; et un risque de concentration du pouvoir.

« Le modèle Sandiara, c'est avant tout le Maire. Si demain il part, qu'est-ce qui reste ? C'est la question que tout le monde se pose, mais que personne ne dit à voix haute. »

— Chercheur sénégalais spécialisé en développement local (entretien, 2024)

6.2. Les contraintes des ressources fiscales locales

Malgré la progression remarquable des recettes propres, les ressources fiscales de Sandiara restent insuffisantes pour financer les investissements infrastructurels nécessaires à la consolidation du modèle. L'élargissement de la base fiscale locale — à travers l'augmentation du nombre d'entreprises formelles et le développement de la fiscalité foncière — constitue un enjeu stratégique pour l'autonomisation financière du modèle, un constat convergent avec le diagnostic national des finances locales dressé par l'Union des Associations d'Élus Locaux (UAEL, 2022).

6.3. Les défis de la répliquabilité

Plusieurs conditions contextuelles semblent avoir favorisé l'émergence du modèle et pourraient ne pas être réunies dans d'autres communes sénégalaises : la position géographique sur la RN1, l'existence d'une diaspora nombreuse et organisée, la compétence entrepreneuriale du Maire. Ces constats ne signifient pas que le modèle est inimitable, mais qu'il doit être adapté plutôt que copié.

7. Mise en perspective comparative

7.1. Comparaisons avec d'autres expériences africaines

Plusieurs expériences africaines de développement local réussi offrent des points de comparaison instructifs. Au Rwanda, la politique de décentralisation a produit des résultats remarquables dans certaines communes rurales grâce à une combinaison de gouvernance rigoureuse et de mobilisation des ressources locales (Chemouni, 2014). Au Maroc, les Centres Régionaux d'Investissement ont montré qu'un guichet unique d'accompagnement des investisseurs peut considérablement améliorer l'attractivité des territoires — une logique similaire à celle de la ZES de Sandiara.

7.2. Le modèle Sandiara dans la littérature sur la décentralisation africaine

Le cas de Sandiara confirme le diagnostic de Crook & Manor (1998) selon lequel les succès de la décentralisation sont fortement conditionnés par la qualité du leadership local. Son apport original réside dans l'innovation institutionnelle de la ZES communale, qui montre qu'il est possible d'adapter des instruments de politique économique nationale à l'échelle municipale.

8. Implications pour la consolidation et la réplication du modèle

8.1. Pour Sandiara : institutionnaliser les acquis

Les résultats suggèrent que la consolidation du modèle Sandiara est liée à la capacité de réduire sa dépendance au leadership individuel par une institutionnalisation des acquis. Si les procédures de bonne gouvernance actuellement portées par le Maire venaient à être codifiées dans un règlement intérieur municipal opposable, et si les capacités techniques des équipes communales étaient renforcées durablement, alors la probabilité que la dynamique observée survive à une alternance politique s'en trouverait accrue.

8.2. Pour la réplication : conditions et modalités

L'analyse suggère que la réplication du modèle Sandiara dans d'autres communes sénégalaises est conditionnée par la réunion d'au moins cinq facteurs : un leadership municipal doté de compétences entrepreneuriales ; une orientation économique cohérente avec les ressources du territoire ; un cadre législatif national favorable ; un appui technique pour la phase de démarrage ; et un système de partage d'expériences entre communes pionnières. L'absence de l'un de ces facteurs, d'après les mécanismes identifiés dans cet article, réduirait sensiblement la probabilité de réplication du modèle.

8.3. Portée et limites pour la politique nationale de décentralisation

Le succès de Sandiara suggère, sans le démontrer de façon causale, que la trajectoire d'une commune peut être sensible à des paramètres qu'une politique nationale de décentralisation pourrait faire varier — notamment le degré d'autonomie fiscale locale et l'existence d'instruments d'attractivité économique territorialisés comme la ZES communale. Ces résultats appellent davantage de recherches comparatives avant de pouvoir être généralisés : ils ne constituent pas, en l'état, une base suffisante pour formuler des recommandations de politique économique.

9. Discussion

9.1. Validation des hypothèses

L'analyse conduite permet de revenir sur les trois hypothèses formulées. L'hypothèse H1 est confirmée : le succès de Sandiara ne peut pas être expliqué par un facteur unique. C'est l'articulation cohérente de cinq piliers qui explique la dynamique observée. L'hypothèse H2 est confirmée : la dépendance au leadership individuel est réelle, mais partiellement atténuée par la profondeur des transformations institutionnelles engagées. L'hypothèse H3 est confirmée avec nuances : les mécanismes analytiques sont transférables, les conditions contextuelles ne le sont pas toutes.

9.2. Contributions théoriques

Sur le plan théorique, cet article apporte plusieurs contributions à la littérature sur le développement local en Afrique. Il documente empiriquement un cas de construction délibérée de ressources territoriales spécifiques au sens de Pecqueur (2000). Il montre comment le capital social au sens de Putnam (1993) peut être mobilisé par un leadership municipal volontariste. Il illustre enfin le concept d'entrepreneur institutionnel de DiMaggio (1988) dans le contexte de la gouvernance municipale africaine.

10. Conclusion

Il y a une leçon simple et puissante dans l'histoire de Sandiara. Sans ressources naturelles exceptionnelles, avec un avantage géographique modeste, sans soutien financier massif de l'État central, une commune ordinaire du bassin arachidier a réussi à enclencher une dynamique de transformation économique substantielle. Ce succès démontre que le développement économique local n'est pas réservé aux territoires dotés de ressources naturelles abondantes : il peut être le résultat d'une gouvernance de qualité et d'une mobilisation intelligente des atouts disponibles.

Les résultats suggèrent que si la qualité du leadership municipal constitue effectivement un déterminant central des dynamiques de développement local, alors la formation et la sélection des élus locaux pourraient représenter un levier significatif pour la généralisation de trajectoires comparables à celle de Sandiara. Des recherches ultérieures gagneraient à approfondir l'analyse quantitative de l'impact économique et à évaluer systématiquement les tentatives de répllication du modèle dans d'autres communes sénégalaises.

11. Références bibliographiques

- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). (2023). *Rapport de présentation des résultats du RGPH5*. Dakar : ANSD.
- Bass, B. M. (1985). *Leadership and performance beyond expectations*. New York : Free Press.
- Benko, G., & Lipietz, A. (dir.). (1992). *Les régions qui gagnent*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Burns, J. M. (1978). *Leadership*. New York : Harper & Row.
- Chemouni, B. (2014). Explaining the design of the Rwandan decentralization: elite vulnerability and the territorial repartition of power. *Journal of Eastern African Studies*, 8(2), 246-262. <https://doi.org/10.1080/17531055.2014.891800>
- Courlet, C. (2008). *L'économie territoriale*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Crook, R., & Manor, J. (1998). *Democracy and decentralisation in South Asia and West Africa*. Cambridge : Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9780511607899>
- Diallo, M. (2018). *Décentralisation et gouvernance locale au Sénégal : bilan critique de l'Acte III*. Dakar : CODESRIA.

- DiMaggio, P. J. (1988). Interest and agency in institutional theory. In L. G. Zucker (Ed.), *Institutional patterns and organizations* (pp. 3-22). Cambridge (MA) : Ballinger.
- Evans, P. (1995). *Embedded autonomy: States and industrial transformation*. Princeton : Princeton University Press. <https://doi.org/10.1515/9781400821723>
- Faye, A. (2019). *Collectivités territoriales et développement local au Sénégal*. Paris : L'Harmattan.
- Gereffi, G., Humphrey, J., & Sturgeon, T. (2005). The governance of global value chains. *Review of International Political Economy*, 12(1), 78-104. <https://doi.org/10.1080/09692290500049805>
- Gning, S. (2020). *Finances locales et développement territorial au Sénégal*. Dakar : Université Cheikh Anta Diop, Thèse de doctorat.
- Lamine, B., & Ndong, T. (2020). Transformation agroalimentaire locale et création de valeur ajoutée en Afrique subsaharienne. *Afrique Contemporaine*, 275(3), 87-104.
- Mairie de Sandiara. (2023). *Plan de Développement Communal de Sandiara 2023-2027*. Sandiara : Commune de Sandiara.
- Ndiaye, S. (2021). Leadership municipal et développement économique local au Sénégal. *Revue Africaine de Gestion*, 8(2), 34-58.
- Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge : Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511807763>
- Pecqueur, B. (2000). *Le développement local* (2e éd.). Paris : Alternatives économiques/Syros.
- Putnam, R. D. (1993). *Making democracy work: Civic traditions in modern Italy*. Princeton : Princeton University Press. <https://doi.org/10.1515/9781400820740>
- Ratha, D., & Shaw, W. (2007). South-South migration and remittances. *World Bank Working Paper No. 102*. Washington DC : World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-7072-8>
- République du Sénégal. (2014). *Plan Sénégal Émergent (PSE) : Document de référence*. Dakar : Présidence de la République.
- Rondinelli, D. A. (1983). *Secondary cities in developing countries*. Beverly Hills : Sage Publications. <https://doi.org/10.2307/214394>
- Seck, D. (2019). *Économie locale et gouvernance urbaine au Sénégal*. Dakar : CREA.
- Union des Associations d'Élus Locaux (UAEL). (2022). *Rapport sur l'état des finances locales au Sénégal*. Dakar : UAEL.